

Réglé

Ligne de Bordeaux à Jumièges

Plan de Séverac

Acquiesces de l'ancien réquisitionnaire par les Allemands

S. N. C. F.  
RÉGION DE BORDEAUX  
DIVISION DE L'ÉQUIPEMENT  
ARCHIVES CENTRALES  
DOMAINE ET CONSTRUCTION  
LOCAL N° 2 TRAVÉE N° 16  
ÉTAGÈRE N° 2 CARTON N° 59 DOSSIER N° 5

Propriété Réglée

1492

31/19/9.9/500 ex.

REGION DU SUD-OUEST  
Voie et Bâtiments  
Service Général  
3ème Section  
Domaine

Paris, le 12 mai 1959.

FAIRE RETOUR

- T -

Monsieur le Chef du 4<sup>e</sup> - Arrondissement VB

LA BENNE - Acquisition de terrains  
réquisitionnés par les Allemands.

(ma lettre n° 1315 du 21-2-59 rappelée  
le 24-3-59 et restée sans réponse à ce jour)  
L'ancienne ligne téléphonique surplombée t. elle surpasse  
la propriété Leglet ?

Veuillez me renseigner, par un prochain courrier,  
sur la situation de l'affaire sus-visée

P. LE CHEF DU SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS  
/ L'Ingénieur en Chef  
Chef de la Division du Service Général

  
affaire Lantier par S.E.S

(Réponse au dos)

Paris, le

21 FEV 1959

1315

Monsieur le Chef du 7<sup>e</sup> Arrondissement V.B.,

Comme suite à votre transmission D.7 - Service Général du 4 février 1959, de la lettre du 24 décembre 1958 des Ets. LEGLISE & Cie, de Bordeaux, je vous informe qu'il n'a pas été versé d'indemnité quelconque aux Ets. LEGLISE & Cie.

Le 21 mai 1953, M. DENIS, IED de notre Section "Domaine", accompagné *de* M. BARRERE, Chef de Section, et *du* Chef de District, avait rendu visite au représentant local, à LABENNE, des Ets. LEGLISE & Cie pour l'aviser que la S.N.C.F. se proposait de remettre, purement et simplement, à disposition des Ets. LEGLISE, le terrain appartenant aux dits, et qui avait été réquisitionné par les allemands.

Ce représentant avait alors fait connaître qu'il donnerait connaissance de cette démarche à sa Société, laquelle n'a jamais soulevé aucune objection par la suite.

En ce qui concerne le surplomb des terrains des Ets. LEGLISE et Cie par notre ligne téléphonique, le Service Régional n'a pas eu à intervenir.

A { A ce sujet, je vous demande de me faire savoir si notre ligne téléphonique a été maintenue à son ancien emplacement et si, de ce fait, existe toujours un surplomb des terrains LEGLISE ?

S. N. C. F.  
7<sup>e</sup> Arrondissement V. B.  
SERVICE GÉNÉRAL  
BORDEAUX

P. LE CHEF DU SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS  
L'Ingénieur en Chef  
Chef de la Division du Service Général  
Signé : CHAVANE de DALMASSY

*Monsieur*  
Copie à *Massebeuf* - S.E.S. -

*pour renseigner le Service Général en ce qui concerne "A" ci-dessus -*

*Bordeaux, le 26 Janvier 1959*

P. le Chef du 7<sup>e</sup> Arrondissement  
L'Inspecteur Divisionnaire,

Signé : LABARRERE

MINUTE



Paris, le

21 FEV 1959

1315

Monsieur le Chef du 7<sup>e</sup> Arrondissement V.B.,

Comme suite à votre transmission D.7 - Service Général du 4 février 1959, de la lettre du 24 décembre 1958 des Ets. LEGLISE & Cie, de Bordeaux, je vous informe qu'il n'a pas été versé d'indemnité quelconque aux Ets. LEGLISE & Cie.

Le 21 mai 1953, M. DENIS, ISD de notre Section "Domaine", accompagné de M. BARRERE, Chef de Section, et du Chef de District, avait rendu visite au représentant local, à LABENNE, des Ets. LEGLISE & Cie pour l'aviser que la S.N.C.F. se proposait de remettre, purement et simplement, à disposition des Ets. LEGLISE, le terrain appartenant aux dits, et qui avait été réquisitionné par les allemands.

Ce représentant avait alors fait connaître qu'il donnerait connaissance de cette démarche à sa Société, laquelle n'a jamais soulevé aucune objection par la suite.

En ce qui concerne le surplomb des terrains des Ets. LEGLISE et Cie par notre ligne téléphonique, le Service Régional n'a pas eu à intervenir.

A ce sujet, je vous demande de me faire savoir si notre ligne téléphonique a été maintenue à son ancien emplacement et si, de ce fait, il existe toujours un surplomb des terrains LEGLISE ?

P. LE CHEF DU SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS  
L'Ingénieur en Chef  
Chef de la Division du Service Général

7

Etablissements LEGLISE & C°  
22, rue Vital-Carles  
BORDEAUX

BORDEAUX, le 24 Décembre 1958

S.N.C.F.  
Voie & Bâtiments  
BAYONNE  
(B.P.)

Messieurs,

En date du 28 Avril 1951, nous recevions la lettre que nous transcrivons ci-dessous :

- " La S.N.C.F. se propose de régulariser le surplomb de vos terrains situés au droit de la gare de Labenne, par sa ligne téléphonique déplacée en ces points sous l'occupation allemande et sur l'ordre des occupants.

Cette régularisation se ferait sous forme d'une indemnité à vous verser, indemnité totale et définitive pour concession du droit d'établir en surplomb, sur 25 m. environ les nappes télégraphiques et téléphoniques ainsi que le droit d'implanter support dans la partie surplombée. Cette autorisation comprendra également le droit de pénétrer sur votre terrain pour la construction, la surveillance et la réparation des supports ainsi que des conducteurs et serait établie pour toutes déprédations et toutes choses pouvant constituer un préjudice ou un dommage quelconque.

Je vous prie de bien vouloir me faire connaître le montant de l'indemnité que vous estimez vous être allouée dans ces conditions ".

Depuis cette époque, nous ne retrouvons dans les dossiers, aucune autre correspondance et aucun règlement de cette affaire.

Or, par suite d'un contrôle comptable et fiscal, nous sommes amenés à justifier de la somme correspondante, nous vous serions donc obligés de nous faire connaître à quelle date un règlement quelconque a été effectué et de quel montant et sous quelle forme.

Veuillez agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

Etablissements LEGLISE & C°,  
Le Directeur Général,  
S : ....

7° ARRONDISSEMENT V.B.  
SERVICE GENERAL

COPIE transmise à Monsieur le CHEF DU SERVICE  
3° Section Domaine,

D.7

en lui faisant connaître qu'il s'agit de l'affaire d'occupation de terrains réquisitionnés par les Allemands dans la Commune de Labenne, et les pièces de notre dossier ne permettent pas de renseigner l'intéressé au sujet du règlement éventuel de l'indemnité pour surplomb de ses terrains par notre ligne téléphonique.

.....



MINUTE

Je vous demanderais de vouloir bien m'indiquer la réponse qui peut  
être faite aux Etablissements LEGLISE.

BORDEAUX, le 4 Février 1959

P. le Chef du 7<sup>e</sup> Arrondissement  
L'Inspecteur Divisionnaire,

Signé : LABARRERE

8<sup>e</sup> février

Travertis - Ancien  
le chef d'arrondissement -

La Sectio. de Bayonne  
ne m'a renu aucun donie  
concernant cette affaire qui  
devait être terminée lors du  
transfert à la 4<sup>e</sup> sectio. de  
Dax du district de Boucau  
à Tyrosse

De le 30/12/98

fy

SES

Servie Général

E  
Le SES n'est pas au courant  
de cette affaire dans laquelle  
(1981) ni M. Blanchet ni moi-même  
ne pouvons fournir le renseignements  
demandés

Trubert

# Établissements Léglise & Co

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 20.000.000 DE FRANCS

*Siege Social:*  
22, RUE VITAL-CARLES  
BORDEAUX

S.N.C.F.  
Voie et Bâtiments  
BAYONNE.

-B.P.

V/RÉFÉRENCE

V/LETTRE DU

N/RÉFÉRENCE

JB/HL

Bordeaux, le 24 Décembre 1958

Messieurs,

En date du 28 Avril 1951 nous recevions la lettre que nous transcrivons ci-dessous :

" La S.N.C.F. se propose de régulariser le surplomb de vos terrains situés au droit de la gare de Labenne, par sa ligne téléphonique déplacée en ces points sous l'occupation allemande et sur l'ordre des occupants.

Cette régularisation se ferait sous forme d'une indemnité à vous verser indemnité totale et définitive pour concession du droit d'établir en surplomb, sur 25 mètres environ les nappes télégraphiques et téléphoniques ainsi que le droit d'implanter support dans la partie surplombée. Cette autorisation comprendrait également le droit de pénétrer sur votre terrain pour la construction, la surveillance et la réparation des supports ainsi que des conducteurs et serait établie pour toutes dépréciations et toutes choses pouvant constituer un préjudice ou un dommage quelconque.

Je vous prie de bien vouloir me faire connaître le montant de l'indemnité que vous estimez vous être allouée dans ces conditions. "

Depuis cette époque, nous ne retrouvons dans les dossiers, aucune autre correspondance et aucun règlement de cette affaire.

Or, par suite d'un contrôle comptable et fiscal, nous sommes amenés à justifier de l'encaissement de la somme correspondante, nous vous serions donc obligés de nous faire connaître à quelle date un règlement quelconque a été effectué et de quel montant et sous quelle forme.

Veuillez agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

ÉTABLISSEMENTS LÉGLISE & Co (S.A.)  
Le Directeur Général.